



## CHAPITRE 41

## CHAPTER 41

Loi de l'aide à l'apprentissage et à la mise en valeur du capital humain

An Act to assist apprenticeship and the enhancing of human capital

[Sanctionnée le 24 mai 1945]

[Assented to, the 24th of May, 1945]

Préambule.

**A**TTENDU que l'apprentissage est un des plus importants facteurs d'amélioration du sort des classes laborieuses, de progrès général et de saine économie d'un pays;

Attendu que l'adaptation de nos industries aux conditions de l'après-guerre et la protection particulière qu'il y aura alors lieu d'apporter à notre capital humain poseront d'une manière aiguë le problème de l'apprentissage;

Attendu qu'il est du devoir de tous d'aider à l'adaptation et à la réadaptation des accidentés du travail, des blessés de guerre et des infirmes;

Attendu que les groupements d'employeurs et de salariés sont vitalement intéressés dans ces problèmes et que les pouvoirs publics doivent aider à les résoudre;

Attendu qu'une des mesures les plus efficaces pour atteindre ces buts est l'établissement de centres d'apprentissage et la constitution de commissions appropriées pour les administrer;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Titre abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de l'aide à l'apprentissage*.

**W**HEREAS apprenticeship is one of the most important factors in improving the lot of the working classes, and in the general progress and sound economy of a country;

Whereas the adaptation of our industries to post-war conditions and the special protection which it will then be expedient to provide for our human capital will make the problem of apprenticeship a pressing one;

Whereas it is the duty of all to assist in the adaptation and readaptation of injured workmen, persons wounded in war, and the infirm;

Whereas the employers' and wage-earners' groups are vitally interested in such problems and the public authorities must help in solving them;

Whereas one of the most efficacious means of achieving such purposes is the establishment of apprenticeship centres and the setting up of appropriate commissions to administer them;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** This act may be cited as the *Apprenticeship Assistance Act*.

Short title.

## SECTION I

## CENTRES D'APPRENTISSAGE

Recon-  
naissance  
de centre  
d'appren-  
tissage.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre du travail, reconnaître toute municipalité qu'il estime avantageusement située dans une région économique comme centre d'apprentissage d'un métier, d'une profession, d'un emploi ou d'une occupation, soit généralement, soit pour une ou plusieurs industries.

Demande  
de recon-  
naissance.

3. La reconnaissance d'un centre d'apprentissage doit être demandée par une association d'employeurs et une association de salariés ou par un comité paritaire constitué suivant la Loi de la convention collective (Statuts refondus, 1941, chapitre 163); lorsque cette reconnaissance est requise le ministre peut exiger que les associations ou le comité adoptent une résolution à cette fin et lui en remettent copie.

Pouvoirs  
du minis-  
tre.

4. Avant de recommander la demande au lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut exiger tous les renseignements et faire faire toutes les enquêtes qu'il croit utiles.

## SECTION II

## COMMISSIONS D'APPRENTISSAGE

Demande  
de consti-  
tution.

5. Dix personnes ou plus peuvent par requête demander au lieutenant-gouverneur en conseil d'être constituées en corporation pour aider à l'apprentissage, à l'adaptation et à la réadaptation dans un centre d'apprentissage reconnu.

Contenu  
de la re-  
quête.

6. La requête doit mentionner  
a) les noms, adresses et qualités ou occupations des requérants;  
b) le nom projeté de la corporation, qui doit inclure les mots suivants: "Commission d'apprentissage du (*métier, profession ou occupation*) de (*nom de la municipalité reconnue comme centre*)";  
c) l'endroit où sera tenu le bureau principal de la corporation;  
d) le fait de la reconnaissance par le lieutenant-gouverneur en conseil du centre d'apprentissage;

## DIVISION I

## APPRENTICESHIP CENTRES

2. The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Labour, may recognize any municipality which he deems advantageously situated in an economic region as the apprenticeship centre of a trade, vocation, employment or occupation, either generally, or for one or more industries.

Recog-  
nition of  
apprenti-  
ceship  
centre.

3. The recognition of an apprenticeship centre must be applied for by an association of employers and an association of wage-earners or by a parity committee constituted under the Collective Agreement Act (Revised Statutes, 1941, chapter 163); when such recognition is applied for the Minister may require that the associations or the committee pass a resolution to such effect and send him a copy thereof.

Applica-  
tion for  
recogni-  
tion.

4. The Minister, before recommending the application to the Lieutenant-Governor in Council, may require such information and direct such inquiries to be made as he deems useful.

Powers of  
Minister.

## DIVISION II

## APPRENTICESHIP COMMISSIONS

5. Ten or more persons may apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council to be incorporated in order to assist apprenticeship and adaptation and readaptation in a recognized apprenticeship centre.

Applica-  
tion for  
incorpora-  
tion.

6. The petition must mention:  
a. The names, capacities or occupations and addresses of the petitioners;  
b. The proposed name of the corporation, which must include the following words: "Apprenticeship Commission of the (*trade, vocation or occupation*) of (*name of the municipality recognized as the centre*)";  
c. The place where the head office of the corporation shall be maintained;  
d. The fact that the apprenticeship centre has been recognized by the Lieutenant-Governor in Council;

Contents  
of peti-  
tion.

e) l'urgence et la nécessité de l'apprentissage dans le centre en question;

f) une déclaration que les requérants sont en mesure de constituer une entreprise viable et d'aider efficacement à la formation d'apprentis, à l'adaptation et à la réadaptation des accidentés, des blessés de guerre et des infirmes.

Preuve.

Les faits allégués dans cette requête doivent être établis à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil.

Renseignements accompagnant la requête.

7. Les requérants doivent soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, en même temps que leur requête,

a) les plans et méthodes proposés pour le développement de l'apprentissage;

b) les moyens arrêtés ou prévus de collaboration avec les institutions visées par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63) et par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus, 1941, chapitre 64);

c) les règlements qui régiront la corporation.

Règlementation.

8. Les règlements de la corporation ont trait

a) aux conditions d'admission et d'exclusion de ses membres et au nombre de représentants de chaque groupement devant faire partie de la corporation;

b) à la constitution d'un conseil d'administration et à ses pouvoirs;

c) à la procédure applicable à ses assemblées et à celles de ses conseils et comités;

d) aux fonctions et pouvoirs de ses officiers et de son personnel;

e) à la formation de comités d'orientation professionnelle, d'instruction technique, de placement des apprentis, et de finance et aux pouvoirs de ces comités;

f) à sa régie interne et à l'exercice de ses pouvoirs généraux.

Constitution en corporation.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre du travail, accorder la requête prévue à l'article 6 et approuver les règlements visés à l'article 8, et dès lors les requérants sont constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité et les règlements deviennent en vigueur.

e. That apprenticeship is urgently necessary in the centre concerned;

f. A declaration that the petitioners are in a position to set up a stable organization and to give effective assistance in the training of apprentices and in the adaptation and readaptation of the injured, the persons wounded in war and the infirm.

The facts alleged in such petition must be established to the satisfaction of the Lieutenant-Governor in Council.

7. The petitioners must submit to the Lieutenant-Governor in Council with their petition:

a. The plans and methods proposed for the development of apprenticeship;

b. The means, agreed upon or contemplated, of collaboration with the institutions contemplated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 63) and the Trade-schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 64);

c. The by-laws which will govern the corporation.

8. The by-laws of the corporation shall deal with:

a. The conditions for the admission and expulsion of its members and the number of the representatives of each group to form part of the corporation;

b. The constitution of a board of management and its powers;

c. The procedure to be followed at its meetings and at those of its boards and committees;

d. The duties and powers of its officers and staff;

e. The forming of committees on vocational orientation, technical education, placing of apprentices, and finance, and the powers of such committees;

f. Its internal government and the exercise of its general powers.

9. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Labour, may grant the petition contemplated in section 6 and approve the by-laws contemplated in section 8, and the petitioners shall thereupon be incorporated with all the powers appertaining to corporations and the by-laws shall come into force.

Publica-  
tion.

L'arrêté en conseil accordant cette requête et approuvant ces règlements doit être publié avec diligence dans la *Gazette officielle de Québec*; la corporation peut exercer tous ses pouvoirs à compter de la date de cette publication.

The order-in-council granting such petition and approving such by-laws must be published forthwith in the *Quebec Official Gazette* and the corporation may exercise all its powers from and after such publication

Publica-  
tion of  
order-in-  
council.

Membres.

**10.** Peuvent être membres d'une commission d'apprentissage et en requérir la constitution en corporation toute personne et association, constituée ou non en corporation, tout syndicat professionnel et tout comité paritaire constitué suivant la Loi de la convention collective (Statuts refondus, 1941, chapitre 163).

**10.** Any person, any association whether incorporated or not, any professional syndicate and any parity committee constituted under the Collective Agreement Act (Revised Statutes, 1941 chapter 163), may be a member of an apprenticeship commission and apply for the incorporation thereof.

Members.

Représen-  
tation.

**11.** Les associations, syndicats professionnels et comités paritaires faisant partie d'une commission d'apprentissage peuvent désigner, de temps à autre, par résolution, une ou plusieurs personnes pour les représenter dans cette commission.

**11.** The associations, professional syndicates and parity committees forming part of an apprenticeship commission may, from time to time, by resolution, appoint one or more persons to represent them on such commission.

Represent-  
ation.

Membres  
de droit.

**12.** Le ministre du travail, le secrétaire de la province et le ministre de la santé et du bien-être social sont de droit membres de toute commission d'apprentissage constituée suivant la présente loi; ils peuvent se faire représenter aux séances et exercer leurs droits par l'entremise des fonctionnaires de leurs départements respectifs qu'ils choisissent.

**12.** The Minister of Labour, the Provincial Secretary and the Minister of Health and Social Welfare shall be *de jure* members of every apprenticeship commission constituted under this act, and may be represented at meetings by and exercise their rights through officials of their respective departments chosen by them.

Member  
de jure.

### SECTION III

#### POUVOIRS SPÉCIAUX

Ententes  
et cours,  
autorisés.

**13.** Pour aider à la formation d'apprentis, une commission d'apprentissage peut par résolution

a) conclure des ententes avec le département de l'instruction publique et avec toute institution visée par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63) ou par la Loi des écoles professionnelles (Statuts refondus, 1941, chapitre 64);

b) donner des cours d'apprentissage, d'adaptation et de réadaptation au travail;

c) conclure avec des personnes, associations, corporations, syndicats professionnels, comités paritaires, employeurs et associations d'employeurs, des ententes pour le placement en apprentissage d'acci-

### DIVISION III

#### SPECIAL POWERS

**13.** To assist in the training of apprentices, an apprenticeship commission may, by resolution:

a. Make agreements with the Department of Education and any institution contemplated by the Specialized Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 63) or by the Trade-schools Act (Revised Statutes, 1941 chapter 64);

b. Give courses in apprenticeship, and adaptation and readaptation for work;

c. Make agreements with persons, associations, corporations, professional syndicates, parity committees, employers and associations of employers, for the apprenticeship of injured workmen, persons

Agree-  
ments and  
courses  
authoriz-  
ed. ■



dentés du travail, de blessés de guerre et d'infirmes. wounded in war and the infirm.

Membres  
des forces  
armées.

**14.** Sujet à l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, obtenue sur recommandation du ministre du travail, une commission d'apprentissage peut, par résolution, faire des conventions avec des personnes, associations, corporations, gouvernements et organismes gouvernementaux, pour l'adaptation et la réadaptation au travail des accidentés, des membres des forces armées de Sa Majesté et des infirmes.

**14.** Subject to the prior approval of the Lieutenant-Governor in Council, obtained upon the recommendation of the Minister of Labour, an apprenticeship commission may, by resolution, make agreements with persons, associations, corporations, governments and governmental organizations, for the adaptation and readaptation for work of injured persons, members of His Majesty's armed forces and the infirm.

Members  
of armed  
forces.

Condi-  
tions d'ap-  
prentissa-  
ge.

**15.** Une commission d'apprentissage peut, par règlement, déterminer les conditions d'apprentissage qui doivent s'appliquer aux établissements qu'elle dirige, en prescrire la durée, déterminer le programme d'études théoriques et pratiques, les matières d'examens et les certificats à accorder.

**15.** An apprenticeship commission may, by by-law, determine the conditions of apprenticeship to prevail in the establishments which it directs, prescribe the duration thereof, and determine the programme of theoretical and practical studies, the subjects of examinations and the certificates to be granted.

Condi-  
tions of  
appren-  
ticeship,  
etc.

Approba-  
tion des  
program-  
mes.

Les programmes d'études théoriques et pratiques visés par l'alinéa précédent doivent être approuvés par le conseil de l'instruction publique.

The programmes of theoretical and practical studies contemplated by the preceding paragraph must be approved by the Council of Education.

Approval  
of study  
program-  
mes.

Condi-  
tions spé-  
ciales  
d'appren-  
tissage.

**16.** Une commission d'apprentissage peut, par résolution, établir des conditions spéciales d'apprentissage en faveur de tout accidenté, de tout membre des forces armées de Sa Majesté et de tout infirme possédant, au jugement de la commission, des connaissances et des aptitudes spéciales.

**16.** An apprenticeship commission may, by resolution, establish special conditions of apprenticeship for any injured person, any member of His Majesty's armed forces and any infirm person possessing, in the judgment of the commission, special knowledge and aptitudes.

Special  
condi-  
tions of  
appren-  
ticeship.

Forma-  
tion  
morale.

**17.** Toute commission d'apprentissage doit prévoir un programme de formation morale des apprentis, qui doit être préparé et appliqué par le conseil de l'instruction publique.

**17.** Every apprenticeship commission shall make provision for a programme of moral instruction for apprentices, to be prepared and carried out by the Council of Education.

Moral  
instruc-  
tion.

Modifica-  
tions  
aux règle-  
ments.

**18.** Une commission peut de temps à autre modifier ses règlements et en adopter de nouveaux; mais ces modifications et ces nouveaux règlements n'entrent en vigueur que sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**18.** A commission may from time to time amend its by-laws and make new ones; but such amendments and new by-laws shall only come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Amend-  
ment of  
by-laws.

#### SECTION IV

##### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Subven-  
tions.

**19.** Nonobstant les dispositions de toute loi générale ou spéciale, les corpora-

#### DIVISION IV

##### GENERAL PROVISIONS

**19.** Notwithstanding the provisions any general law or special act, municipal

Subsidies.

tions municipales et scolaires sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre du travail et de plus les associations d'employeurs, les syndicats ouvriers et professionnels et les comités paritaires peuvent, par résolution, accorder des subventions aux commissions d'apprentissage.

Subventions aux accidents.

La Commission des accidents du travail et la Commission du salaire minimum peuvent également, quant aux accidentés du travail, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil obtenue sur recommandation du ministre du travail, accorder des subventions aux commissions d'apprentissage.

Rapport annuel.

**20.** Chaque année, dans le cours du mois d'avril, toute commission d'apprentissage doit présenter au ministre du travail un état de ses affaires et un rapport de ses opérations pour les douze mois précédents; ce rapport doit contenir tous les renseignements que peut exiger le ministre.

Entente avec gouvernement du Canada etc.

**21.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre du travail à conclure avec le gouvernement du Canada et avec toute institution gouvernementale toute entente juste et constitutionnelle pour aider à la réadaptation des membres des forces armées de Sa Majesté.

Directeur d'apprentissage, etc.

**22.** Sur la recommandation du ministre du travail, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, suivant la Loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11) un directeur de l'apprentissage et les fonctionnaires et employés nécessaires à l'application de la présente loi.

Dépenses.

**23.** Les dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi sont payées à même les deniers votés annuellement à ces fins par la Législature.

Application de la loi.

**24.** Le ministre du travail est chargé de l'application de la présente loi.

Entrée en vigueur.

**25.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

and school corporations subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister of Labour, and also associations of employers, workmen's and professional syndicates and parity committees may, by resolution, grant subsidies to apprenticeship commissions.

The Workmen's Compensation Commission and the Minimum Wage Commission may also, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council obtained upon the recommendation of the Minister of Labour, grant subsidies to apprenticeship commissions in respect of injured workmen.

Subsidies for injured workmen.

**20.** During the month of April of each year, every apprenticeship commission must present to the Minister of Labour a statement of its affairs and a report of its operations for the preceding twelve months; such report must contain all the information which the Minister may require.

Annual report.

**21.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Labour to make with the Government of Canada and with any governmental institution any fair and constitutional agreement to further the readaptation of members of His Majesty's armed forces.

Agreement with Government of Canada, etc.

**22.** On the recommendation of the Minister of Labour, the Lieutenant-Governor in Council may appoint, in accordance with the Civil Service Act (Revised Statutes, 1941, chapter 11), a director of apprenticeship and such functionaries and employees as are necessary for the carrying out of this act.

Director of apprenticeship, etc.

**23.** The expenses occasioned by the carrying out of this act shall be paid out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.

Expenses.

**24.** The Minister of Labour shall have charge of the carrying out of this act.

Carrying out of act.

**25.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.